

REPORT DOCUMENTATION PAGE			Form Approved OMB No. 0704-0188	
Public reporting burden for this collection of information is estimated to average 1 hour per response, including the time for reviewing instructions, searching existing data sources, gathering and maintaining the data needed, and completing and reviewing the collection of information. Send comments regarding this burden estimate or any other aspect of this collection of information, including suggestions for reducing this burden, to Washington Headquarters Services, Directorate for Information Operations and Reports, 1215 Jefferson Davis Highway, Suite 1204, Arlington, VA 22202-4302, and to the Office of Management and Budget, Paperwork Reduction Project (0704-0188), Washington, DC 20503.				
1. AGENCY USE ONLY (Leave blank)		2. REPORT DATE 2 May 96		3. REPORT TYPE AND DATES COVERED
4. TITLE AND SUBTITLE Algerie: Un Drame Politique Perpetuel			5. FUNDING NUMBERS	
6. AUTHOR(S) Jack T. Aalborg				
7. PERFORMING ORGANIZATION NAME(S) AND ADDRESS(ES) AFIT Student Attending:			8. PERFORMING ORGANIZATION REPORT NUMBER 96-028	
9. SPONSORING / MONITORING AGENCY NAME(S) AND ADDRESS(ES) DEPARTMENT OF THE AIR FORCE AFIT/CI 2950 P STEET, BLDG 125 WRIGHT-PATTERSON AFB OH 45433-7765			10. SPONSORING / MONITORING AGENCY REPORT NUMBER	
11. SUPPLEMENTARY NOTES				
12a. DISTRIBUTION / AVAILABILITY STATEMENT Approved for Public Release IAW 190-1 Distribution Unlimited BRIAN D. GAUTHIER, MSgt, USAF Chief Administration			12b. DISTRIBUTION CODE	
13. ABSTRACT (Maximum 200 words)				
19960809 130				
14. SUBJECT TERMS			15. NUMBER OF PAGES 51	
			16. PRICE CODE	
17. SECURITY CLASSIFICATION OF REPORT	18. SECURITY CLASSIFICATION OF THIS PAGE	19. SECURITY CLASSIFICATION OF ABSTRACT	20. LIMITATION OF ABSTRACT	

GENERAL INSTRUCTIONS FOR COMPLETING SF 298

The Report Documentation Page (RDP) is used in announcing and cataloging reports. It is important that this information be consistent with the rest of the report, particularly the cover and title page. Instructions for filling in each block of the form follow. It is important to *stay within the lines* to meet *optical scanning requirements*.

Block 1. Agency Use Only (Leave blank).

Block 2. Report Date. Full publication date including day, month, and year, if available (e.g. 1 Jan 88). Must cite at least the year.

Block 3. Type of Report and Dates Covered. State whether report is interim, final, etc. If applicable, enter inclusive report dates (e.g. 10 Jun 87 - 30 Jun 88).

Block 4. Title and Subtitle. A title is taken from the part of the report that provides the most meaningful and complete information. When a report is prepared in more than one volume, repeat the primary title, add volume number, and include subtitle for the specific volume. On classified documents enter the title classification in parentheses.

Block 5. Funding Numbers. To include contract and grant numbers; may include program element number(s), project number(s), task number(s), and work unit number(s). Use the following labels:

C - Contract	PR - Project
G - Grant	TA - Task
PE - Program Element	WU - Work Unit Accession No.

Block 6. Author(s). Name(s) of person(s) responsible for writing the report, performing the research, or credited with the content of the report. If editor or compiler, this should follow the name(s).

Block 7. Performing Organization Name(s) and Address(es). Self-explanatory.

Block 8. Performing Organization Report Number. Enter the unique alphanumeric report number(s) assigned by the organization performing the report.

Block 9. Sponsoring/Monitoring Agency Name(s) and Address(es). Self-explanatory.

Block 10. Sponsoring/Monitoring Agency Report Number. (If known)

Block 11. Supplementary Notes. Enter information not included elsewhere such as: Prepared in cooperation with...; Trans. of...; To be published in.... When a report is revised, include a statement whether the new report supersedes or supplements the older report.

Block 12a. Distribution/Availability Statement.

Denotes public availability or limitations. Cite any availability to the public. Enter additional limitations or special markings in all capitals (e.g. NOFORN, REL, ITAR).

DOD - See DoDD 5230.24, "Distribution Statements on Technical Documents."

DOE - See authorities.

NASA - See Handbook NHB 2200.2.

NTIS - Leave blank.

Block 12b. Distribution Code.

DOD - Leave blank.

DOE - Enter DOE distribution categories from the Standard Distribution for Unclassified Scientific and Technical Reports.

NASA - Leave blank.

NTIS - Leave blank.

Block 13. Abstract. Include a brief (*Maximum 200 words*) factual summary of the most significant information contained in the report.

Block 14. Subject Terms. Keywords or phrases identifying major subjects in the report.

Block 15. Number of Pages. Enter the total number of pages.

Block 16. Price Code. Enter appropriate price code (*NTIS only*).

Blocks 17. - 19. Security Classifications. Self-explanatory. Enter U.S. Security Classification in accordance with U.S. Security Regulations (i.e., UNCLASSIFIED). If form contains classified information, stamp classification on the top and bottom of the page.

Block 20. Limitation of Abstract. This block must be completed to assign a limitation to the abstract. Enter either UL (unlimited) or SAR (same as report). An entry in this block is necessary if the abstract is to be limited. If blank, the abstract is assumed to be unlimited.

ALGÉRIE: UN DRAME POLITIQUE PERPÉTUEL

par Jack T. AALBORG

Professeur Dominique AGOSTINI

le 2 mai 1996

L'INTRODUCTION: L'ALGÉRIE: UNE QUESTION SANS RÉPONSE?

A l'heure où s'effectuent les attentats terroristes à Paris, à l'heure aussi où se compliquent voire se dégradent les questions politiques et sociales algériennes, on voit encore une fois la manifestation d'un problème que connaissent trop bien les Français aussi bien que les Algériens. On se laisse à se demander pourquoi un tel conflit se reproduit ainsi, tout au long des années pendant et depuis la guerre d'Algérie.

La simple mention de la guerre d'Algérie évoque toujours des sentiments douloureux de chaque côté de la Méditerranée. Mais, ce problème a bien évidemment dépassé l'époque de la guerre car les actes terroristes sont réalisés même de nos jours. Il serait donc naïf de croire que toutes les peines et douleurs sont dûes à la Métropole. La question se résume donc à trouver une explication valable afin de justifier, même légèrement les raisons pour lesquelles la situation en Algérie reste irrésolue, les problèmes, persistants.

En dehors de la difficulté de la question musulmane en France actuellement, l'ambiguïté de la politique algérienne de la France et tout ce qui concerne l'actualité de ce problème, un coup d'oeil rapide suffit à découvrir la profondeur et la largeur de cette problématique. Emballer alors le drame algérien dans un colis politique bien net ne suffira jamais à tout expliquer sans compter l'irresponsabilité académique. D'ailleurs, il nous faut des volumes pour traiter entièrement le sujet, ce qui dépasserait les limites de ce mémoire. Le meilleur chemin est donc de situer le mémoire dans un contexte historique pour voir chronologiquement les événements comme ils se sont présentés. En fin de compte, une résolution sera-t-elle aboutie à la lumière d'une telle analyse? Il

est peu probable que cette crise se résolve grâce à une explication historique mais, aborder quelques éléments dans le passé peut en quelque sorte servir à expliquer l'actualité.

Quoi qu'il en soit, notre but n'est nullement d'analyser tous les côtés historiques pendant et depuis la guerre. Néanmoins, il faut reconnaître que tous les aspects ont contribué d'une manière ou d'une autre à formuler et bien compliquer une situation déjà sensible. Ce travail ne propose pas une analyse complexe mais plutôt comment l'histoire s'est faite et à quel prix surtout en ce qui concerne l'ascension du nationalisme islamiste.

Pour mener efficacement notre étude, nous nous interrogerons sur la politique et le milieu social. La démarche commence tout d'abord par situant le drame dans un contexte même avant qu'il ne soit considéré comme 'un drame.' Une fois fait, ceci nous permettra de voir la naissance et puis l'ascension d'un mouvement indépendantiste algérien jusqu'à la fin de la guerre. Dans un second temps, tout en respectant les données issues de la guerre, nous traiterons la question algérienne dans un contexte arabe et comment elle figure dans les équations politiques musulmanes. Nous acheverons l'étude avec une analyse pendant ces dernières trentes années depuis l'indépendance afin de voir à quel point le problème s'est fracturé d'autant plus que le pays est resté pendant longtemps un système métissé--entre celui de la colonisation et celui des militaires, compliqué par l'islamisme extrême et perpétuel. Enfin, nous aboutirons à quelques explications pour la crise qui peuvent nous fournir des indications pour l'avenir.

CHAPITRE I: L'HISTOIRE DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

A. L'INTRODUCTION

Même trente ans après la guerre la plus sanglante de tous les conflits décolonisateurs, la question algérienne se pose actuellement surtout en ce qui concerne les relations avec la métropole et plus précisément concernant les chemins que les deux nations ont choisi de suivre depuis l'indépendance en 1962. Il faut tout d'abord reconnaître que le conflit trouve ses origines bien avant les émeutes du 1 novembre 1954 causant ainsi la naissance d'un nationalisme algérienne dont la puissance a réussi à sculpter les politiques modernes de l'État dans le Maghreb.

Avec la signature des Accords d'Évian, le gouvernement a mis fin à la guerre à peine reconnue comme telle par la Métropole avec un résultat effrayant: des centaines de milliers de morts, le déplacement de millions de paysans et une économie ruinée. Devant un tel bilan, il est bien difficile de comprendre non seulement l'âpreté de ce conflit mais aussi les répercussions qui sont toujours perceptibles. Comment alors analyser effectivement la guerre ou la question algérienne en général? Il faut revenir en arrière, jusqu'au moment où la France a acquis le territoire afin que le contexte historique puisse être établi, un contexte qui permet de comprendre à quel point cette guerre devait être la conséquence logique de la colonisation mise en oeuvre par les Français, sans compter les nombreux événements qui ont profondément influencé la situation.

B. LE MAGHREB: UN CLIN D'OEIL AVANT LA COLOLNISATION PERMANENTE

Ayant appartenu à Carthage, aux Romains et aux Espagnols avant l'arrivée des

Français, cette partie de l'Afrique du Nord accueillit des peuples tellement variés dont le seul point commun était l'Islam, pendant des siècles donc, cette région du Maghreb n'a pu connaître le principe de l'autogouvernement. Après avoir conquis Alger en 1830, le roi Louis-Philippe a principalement décidé de maintenir le territoire car un abandon aurait été considéré comme une concession à l'Angleterre (Duby 431). Il a fallu, toutefois, attendre juillet 1834 pour voir la formation d'un *gouvernement général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique* formule ambigue décidant soit de restreindre la conquête à la côte soit de pénétrer le cœur du territoire.

D'autres raisons, moins évidentes, poussaient à la conservation de l'Algérie: le désir de développer un pôle d'activité économique, la volonté des militaires de perpétuer l'image d'une armée victorieuse car à l'époque, la prise d'Alger représentait un formidable prestige pour la patrie (Duby 432). Quoi qu'il en soit, dès le début, les forces françaises, puis les civils ont principalement apporté la culture et la façon de vivre à l'européenne aux détriment des coutumes indigènes. Tandis que la population des européens ne comprenait qu'à peu près deux ou trois mille individus au début, ce taux est monté jusqu'en 1940 où le nombre a atteint plus d'un million. Il restait néanmoins plus de neuf millions de musulmans dont la grande majorité n'a jamais concrètement profité de la présence française.

C. LA STRUCTURE 'AVANTAGEUSE' DU TERRITOIRE

Au fur et à mesure que les principes de la colonisation s'étendaient à travers le pays, l'apparition de deux classes sociales distinctes était devenue évidente, les Européens se servant de tous les postes importants du pays, ne laissant que le travail

difficile aux musulmans. De plus, les musulmans étaient très mal-payés et le niveau de chômage élevé a poussé plusieurs Algériens à immigrer vers la France afin de chercher des emplois dont les salaires pouvaient être utilisés pour aider les familles restées en Algérie. En ce qui concerne l'éducation, un enfant musulman avait douze fois moins la chance d'aller à l'école qu'un enfant européen.

D. LE DÉVELOPPEMENT D'UNE HAINE ALGÉRIENNE

Pour éviter la pire des conséquences, la France a lancé une politique d'assimilation qui aurait dû, en principe, exporter la culture française dans la nouvelle possession. Or, comme dans divers cas au sujet de la colonisation, cette politique a provoqué les divisions entre les Européens et les Musulmans, favorisant donc le peuple colonisateur. Cependant cette politique d'assimilation a rencontré des limites importantes:

- Les Français parviennent à assimiler les étrangers venus d'Europe ou les juifs.

Mais peu de musulmans sont effectivement intégrés;

- les indigènes ont reçu entre 1830 et 1870 la nationalité française. Mais ils sont, en fait, privés de ce droit et sont assujettis à l'arbitraire administratif par le code de l'indigénat. Il peuvent accéder à la citoyenneté française s'ils en font la demande; mais peu nombreux sont ceux qui effectuent la démarche, car ils ne souhaitent pas reconnaître la subordination à une autorité étrangère. D'ailleurs, l'administration française ne les a pas encouragés à demander la naturalisation (Sirinelli 294).

Dans les années 1930, le gouvernement s'est rendu compte des ambiguïtés de

cette politique et s'est efforcé de rectifier une telle situation en mettant en oeuvre les politique d'association. Toute progressive qu'elle soit, cette politique ne servait qu'à de disillussionner les indigènes et à servir, en fait, les revendications nationalistes car cette politique prévoyait un deuxième collège, restreint et minoritaire, dans lequel les musulmans auraient eu plus de représentation concernant les conseils généraux et municipaux. Mais ce collège est resté privé de représentants au Parlement français (294).

D'autres réformes se réalisaient à savoir la scolarisation, l'amélioration des services médicaux et l'aide à l'habitat. Tout ceci était censé pacifier en quelque sorte les nationalistes et les encourager à maintenir des liens étroits avec la France. Quelques-unes ont réussi et pourtant le 8 mai 1945, le jour de la capitulation allemande, des émeutes ont éclaté dans certaines villes notamment à Sétif où de nombreuses personnes ont exprimé "une violente colère entretenue par des promesses mal tenues et d'indiscutables provocations" (295). La population algérienne, surtout les nationalistes ont gardé en mémoire une France décevante légitimant de plus en plus le mouvement pour l'indépendance mené par les nationalistes.

Sortant d'une guerre européenne très brutale, il fallait que la France trouve une solution à la situation délétère dans le Maghreb. La France était ruinée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et elle ne pouvait pas s'engager dans un autre conflit sanglant et coûteux sans compter le fait que la situation en Indochine avait paru grave au point de mobiliser une partie des forces françaises. La "défaite" pendant la Seconde Guerre Mondiale et les troubles en Indochine ont grandement influencé

l'opinion musulmane en ce sens que La France n'était plus la puissance dominatrice qu'elle avait été avant. D'ailleurs, les partisans nationalistes se servaient de ce changement d'opinion pour persuader ceux qui ont cru qu'un conflit avec les Français s'acheverait dans une défaite totale.

En 1947, l'Assemblée Nationale a fait voter un certain nombre de projets de loi aux moyens desquels la France a essayé de mieux contrôler le pays tout en créant, semblait-il, des institutions et des réformes en faveur des musulmans:

- les deux collèges électoraux désignent des représentants au Parlement français mais en nombre inégal;
- le 20 septembre 1947, l'Assemblée nationale a adopté le *statut de l'Algérie*.

Trois départements français ont été les cadres de l'administration confiée à un double pouvoir (296). En principe, l'Assemblée algérienne était censée jouer un rôle dans les rouages du pays tels que le budget, l'application de la législation métropolitaine et l'étude des réformes nécessaire au peuple algérien.

Le statut, en dépit de ses intentions réformistes, était une concession légère pour les musulmans nationalistes car il a essayé d'inclure les musulmans en réservant un certain nombre de sièges pour les Algériens indigènes. Que ce processus soit démocratique n'était pas évidents. L'administration française "a prétendu barrer la route aux partis nationalistes et fait élire des musulmans très minoritaires et très intégrés à la culture française, qui représentaient assez mal les vœux des électeurs indigènes" (296).

En gros, le gouvernement français n'avait jamais eu l'intention de laisser les

musulmans participer aux affaires de la colonie et ceci était tout à fait évident dans le mesure où la France n'a pas tenu ses promesses quant à la réforme économique et sociale, surtout après avoir mis fin à la guerre en Algérie. Au bout du compte, il n'existait ni les ressources monétaires ni le désir de sortir l'Algérie de sa crise économique et inégalitaire. Pourtant la commerce avec l'Algérie occupait le premier rang dans le commerce extérieur de la métropole. Sans doute cette apathie et négligence ont-elles conforté la démarche colonisatrice française. Frustrés et complètement dégoûtés, les nationalistes s'éloignaient de plus en plus rapidement de l'adhésion au compromis de 1947 en disant que la France n'avait jamais eu ni n'aura jamais l'intention d'égaliser les statuts métropolitains et algériens. Désormais, une forte proportion d'indigènes se mobilisaient politiquement ou autrement, de sorte qu'ils puissent poser différemment les fondements de l'indépendance algérienne.

E. LA DÉMARCHE INCONTOURNABLE DES NATIONALISTES

L'évolution politique de la population musulmane a marginalisé les modérés de l'Union du Manifeste algérien de Ferhat Abbas. Ce parti de notables francisés a continué de "plaider pour une Algérie autonome et démocratique." Cependant, ce parti n'a rien suscité dans la population indigène car il a "trop" respecté la légalité républicaine. De même, le fait que la Métropole n'ait pas respecté ses engagements envers l'Algérie, a beaucoup nui à la crédibilité de ce parti (297).

Le Parti populaire algérien (PPA) ou Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) créé par Messali Hadj a exercé la plus forte influence sur la population non européenne. En jouant un double jeu, ces partis ont officiellement

promu la démocratie alors que clandestinement, ils se sont organisés pour déclencher le chaos et les insurrections. Les fraudes électorales de 1948 pour les membres de l'Assemblée algérienne ont galvanisé cette opposition clandestine. Mais en 1953 le parti a vécu des difficultés au niveau du pouvoir légitime; Messali Hadj s'est vu contester en tant que chef. Les plus radicaux ont fait appel à tous les Algériens pour "bâtir une armée de libération nationale et pour rassembler tous les nationalistes dans un Front de libération nationale (FLN)" (297). Ces radicaux ont constitué l'équipe qui, en novembre 1954, s'est lancée dans l'insurrection de la Toussaint: Ahmed Ben Bella, Houari Aït Ahmed, Mohammed Boudiaf, Belkacem Krim, et Ben Khedda.

Alors que le mouvement nationaliste en Algérie augmentait de jour en jour, la France s'est occupée d'une autre crise colonisatrice en Indochine. Lors de la défaite en mai 1954 à Dien Bien Phû, dont les effets étaient aussi bien ressentis en France qu'en Algérie, le gouvernement de Pierre Mendès France a fait voter les Accords de Genève qui ont effectivement mis fin à l'action française en Indochine mais avec un bilan désastreux: la perte de 100,000 hommes sans compter les malades et les blessés et une dépense importante (à peu près un dixième du PNB) (Batty).

Une défaite aussi nette ne semblait pas possible pour la Métropole car les forces françaises ont capitulé devant une opposition, très pauvre et apparemment mal-organisée, 'se battant en sandales' (Batty). La défaite était également ressentie en Algérie surtout chez les nationalistes. Ils se sont rendu compte que la France s'était encore recomposée après la Seconde Guerre Mondiale et venait de terminer un autre conflit plus tard appelé décolonisateur. D'après eux, la France n'était plus capable de

diriger l'Algérie et ne pouvait plus contenir la vague nationaliste. Ces sentiments ont dorénavant commencé à être partagés par plusieurs indigènes algériens, non seulement extrémistes.

F. L'ÉCLATEMENT DE LA GUERRE

Dès l'annonce des massacres perpétrés en Algérie, le 1^{er} novembre 1954, le gouvernement a pris d'importantes mesures de sécurité en renforçant les effectifs des forces de l'ordre. Le ministre de l'Intérieur sous Mendès-France, François Mitterrand, dont dépendait l'administration algérienne, a précisé la position du gouvernement: "L'Algérie c'est la France et la France ne reconnaîtra pas, chez elle, d'autre autorité que la sienne" (le 7 novembre 1954). Jusqu'alors, le gouvernement de la France considérait que des crises se passant en Algérie n'étaient que des incidents terroristes isolés. Dès lors, le rétablir l'ordre était une priorité que la métropole devait prendre résolument en compte.

Les principaux dirigeants du gouvernement se sont convaincus que les massacres du 1^{er} novembre avaient résulté du fait que la crise algérienne se nourrissait de la misère et du sous-développement. Le gouvernement français a donc lancé un vaste programme d'équipement et de modernisation agricole et industrielle. Encore une fois, ces réformes, pour généreuses qu'elles aient été, ont suscité des réactions hostiles: "en ne choisissant pas entre l'intégration et la reconnaissance de la spécificité algérienne, elles ont mécontenté aussi bien les colons et les élus européens que les nationalistes de Messali Hadj" (Sirinelli 299).

Pour les mettre en oeuvre, le gouvernement a fait appel à Jacques Soustelle

pour remplir les fonctions de gouverneur général d'Algérie. Lors de sa rentrée en fonctions, les colons s'inquiétaient à son sujet car, avec une tendance libérale, il espérait que la situation pourrait se terminer tranquillement s'il pouvait effectivement mettre en oeuvre les réformes ambitieuses en faveur des musulmans. Par ailleurs, la lutte contre les rebelles était le fait de gendarmes et de CRS, mais aussi de "sections administratives spécialisées" (SAS), comprenant des indigènes, dont la mission était de sensibiliser et de remobiliser la population musulmane dans les campagnes.

Cette politique vers l'intégration effective de l'Algérie à la France a mécontenté tout autant les deux communautés. Tandis que les Européens ont redouté les réformes proposées par Soustelle, les nationalistes clandestins du FLN craignaient que cette politique ne réussisse à calmer la revendication nationale.

Jacques Soustelle a eu beau tenter de corriger la situation, les événements se sont à tel point aggravés qu'il a décidé d'abandonner peu à peu son propre chemin libéral. Ses collaborateurs libéraux l'ont quitté alors que les partisans d'un ordre public ont imposé leur influence. L'armée a pris une place de plus en plus décisive dans la crise. Il a rapidement semblé que les extrémistes gagnaient progressivement au sein de la communauté musulmane malgré les vains efforts des français pour contenir leur progression.

G. LE CAHOS S'ÉTERNISANT

Les émeutes ont éclaté le 20 et le 21 août 1955. Ces dates ont marqué le véritable début de la guerre en Algérie. Dans le Constantinois, des milliers de paysans encadrés par des militants armés du FLN se sont rués et se sont attaqués à des

postes de police, de gendarmerie et plusieurs bâtiments publics. Le bilan des émeutes s'est soldé par 123 de morts, dont 71 faisaient partie de la population européenne (Stora 18).

La répression a été terrible, le résultat: 1200 morts. Sans aucun doute le mythe des "opérations de maintien de l'ordre" se terminait-il en Algérie. La France est entrée en guerre en rappelant 60.000 réservistes. Jacques Soustelle, choqué de ce qu'il avait vu après le soulèvement a donné carte blanche à l'armée. Le temps des réformes était bien passé car le 30 septembre 1955, les indépendantistes algériens ont réussi à attirer l'attention de la communauté mondiale; la crise algérienne s'est ensuite inscrite dans les agendas de l'ONU, la faisant ainsi entrer dans la phase internationale.

Quoi qu'il en soit, le fait à retenir au sujet de l'insurrection était la force avec laquelle la communauté musulmane était affectée; le basculement des élites attentistes ou modérées vers le FLN a eu tendance à s'accélérer. D'ailleurs, le succès des nationalistes Marocains a poussé dans cette voie (Sirinelli 300). Après tout, cette insurrection a provoqué une fissure qui a dès lors divisé ces deux communautés.

Après l'investiture de Guy Mollet le 2 janvier 1956, le gouvernement portant au pouvoir une majorité de Front républicain a voulu mettre fin à "cette guerre imbécile et sans issue." A cet égard, la Chambre des Députés a fait voter les "pouvoirs spéciaux" autorisant le gouvernement à prendre toute mesure afin de rétablir l'ordre et la loi en Algérie. Pour l'accomplir, le gouvernement a décrété l'envoi d'effectifs du contingent et l'allongement de la durée du service militaire.

Afin de soulager les sentiments anti-gouvernementaux, le gouvernement de

Mollet s'est engagé à faire voter un ambitieux programme de constructions d'écoles pour scolariser les musulmans, des réformes agraires et la facilitation de l'accès des indigènes aux postes publics tout en essayant de maintenir les contacts avec les dirigeants du FLN.

Néanmoins, au bout de deux ans, les réalités de la guerre ont commencé à se révéler: A la fin de l'année 1956, la guerre a pris une vilaine tournure. Les effectifs de l'armée sont passés, en deux ans, de 54 000 à 350 000 hommes (Stora 22). L'ALN (l'Armée de la Libération nationale, la branche militarisée du FLN). Peu à peu, les familles françaises se sont senties concernées par une guerre qui commençait à les toucher dans leur vie quotidienne.

Le 7 janvier 1957, 8 000 parachutistes sont entrés dans la ville d'Alger en représaille des assassinats. Se fondant sur les "pouvoirs spéciaux" le gouvernement a ordonné au général Massu de pacifier Alger. Les soldats sont parvenus à briser les grèves ordonnées par le FLN. A ce moment-là, le FLN a beaucoup souffert de la perte de nombreux membres de son organisation. Par exemple le leader du FLN Larbi Ben M'Hidi était arrêté le 17 février et s'est "suicidé". Les interrogatoires "très poussés" ont donné ces résultats (Stora 25).

De janvier à octobre 1957, l'armée s'est fait donner carte blanche de sorte qu'elle puisse faire chasser les terroristes d'où ils s'étaient cachés: "quadrillage des quartier musulmans, encadrement strict de la population par la propagande, manipulation de militants du FLN, exploitation des repentis, mais aussi recours à la torture" (Sirinelli 303). Bien que le bilan ait été bien lourd pour le FLN à cette époque,

il fallait que la France réponde aux questions sur les "moyens contestables" en ce qui concerne le traitement des musulmans.

H. LE RETOUR DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Le 13 mai 1958, tandis qu'en France le gouvernement de Pflimlin était investi, le Général Salan a couvert de "son autorité la réunion improvisée d'un 'Comité de salut public' (Stora 49), mené par le général Massu qui a voulu faciliter l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle quand bien même sa volonté concernant la crise en Algérie était jusqu'alors ambiguë. Depuis 1954, il a toujours appliqué "sa politique" avec prudence; "il a laissé entendre, aux uns, qu'il souhaitait une évolution, aux autres, que l'Algérie devait demeurer française. Toutes les communautés, qu'elles soient musulmanes ou européenne se sont toujours interrogées surtout au sujet de telles phrases: "Vive l'Algérie française."

Les événements de 13 mai ont beaucoup inquiété le FLN du fait que les Européens et les musulmans ont démontré trop de fraternisation. Les actions terroristes n'ont pas eu tous les effets escomptés. Dès lors, le FLN a reformulé sa stratégie dans trois directions pour qu'il puisse mieux soulever l'opinion musulmane contre les Français:

1. relancer les opérations dans les villes et les villages algériens. Le recours à la force devait faire basculer une population musulmane ébranlée;
2. ouvrir un front terroriste en France pour aggraver l'angoisse des Français;
3. obtenir une reconnaissance internationale. A l'automne 1958, s'est créé un 'Gouvernement provisoire de la République algérienne' (GPRA) (Sirinelli 307).

Malgré de nombreuses réformes et plans pour stabiliser la situation en Algérie, dont le plan de Constantine par lequel la France fournirait de l'aide quinquennal de développement, il n'empêche que De Gaulle s'était résolu à faciliter le choix de l'autodétermination. Il a donc décidé d'effectuer une grande consultation populaire pour décider de l'avenir algérien mais "il mettait comme préalable à la consultation le rétablissement complet et durable de la paix et de la sécurité" (Yacono 32).

On a demandé aux Français sous forme de référendum de choisir 1) soit la sécession le moyen par lequel la France abandonnerait totalement la colonie et les Algériens devraient s'organiser, 2) la 'francisation' ou mieux 'l'intégration' complète qui ferait des Algériens une partie intégrante du peuple français, 3) l'association ou, autrement dit, 'le gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé par l'aide de la France et en union étroite avec elle pour l'économie" (Yacono 33). Ainsi soit-il.

Le général de Gaulle a décidé de faire approuver sa politique algérienne par voie de référendum dont le résultat le 8 janvier 1961 était écrasant en faveur de la politique gaulliste (80% des exprimés). Ce résultat a tellement troublé non seulement les européens en Algérie mais aussi certains généraux qui ont, alors, conçu un putsch. Pourtant, en dépit de la formation de l'Organisation de l'Armée Secrète effectuant toutes sortes d'activités clandestine pour maintenir une Algérie française, les efforts des généraux rebelles ont beaucoup heurté les souhaits des communautés musulmanes et métropolitaines si bien que le putsch a complètement raté rendant ainsi plus forte que jamais la politique d'indépendance.

I. LES NÉGOCIATIONS ET L'INDÉPENDANCE

Le 20 mai 1961 à Évian, les négociations ont connu plusieurs impasses dont la question saharienne et un calendrier de reconnaissance. Au cours de l'automne et de l'hiver, les actions terroristes du FLN et l'OAS se sont répandues tandis que l'armée française a poursuivi son effort militaire. Après des interventions policières brutales contre des manifestations populaires à la station de métro Charonne le 8 février 1962 qui ont fait neuf morts, ce qui a suscité un "raz-le-bol" publique car il semblait que le gouvernement réprimait les mouvements de soutien à sa politique plutôt que ses adversaires.

En mars 1962, tous les délégués se sont pressés d'aboutir à un accord final du fait des actions terroristes incessantes. Un plan prévoyant un gouvernement transitoire, une coopération économique, financière et culturelle établie, le gouvernement français a soumis les accords à la ratification du peuple français, par référendum le 8 avril 1962, dont l'aboutissement a été une forte majorité de 90%. En Algérie le référendum a également reçu une majorité de 'oui' à 90%.

La participation militaire française terminée, le FLN a réalisé ses desseins: une Algérie indépendante. Même si la victoire était totale, le FLN qui a prétendu diriger les affaires, est entré dans une nouvelle crise qui n'a pas facilité l'organisation du gouvernement. D'un côté, la France a terminé sa participation et a commencé logiquement à remettre des expériences sanglantes décolonisatrices après avoir frôlé la guerre civile. De l'autre côté, l'avenir pour l'Algérie nouvellement indépendante n'était pas à ce moment-là évident. Par ailleurs, de nombreux problèmes à résoudre

devaient se poser. Qu'allait devenir le mouvement nationaliste? Sans doute un mouvement islamiste est-il né parallèlement à celui des nationalistes. Plusieurs questions qui se posaient alors persistent encore aujourd'hui.

CHAPITRE II: L'ISLAMISME DANS LE MONDE ALGÉRIEN

Traiter un sujet tel que la guerre d'Algérie sans compter le développement et l'ascension de l'Islamisme sur la scène mondiale serait incomplet voire irresponsable. Le monde de l'Islam a existé depuis les siècles et pourtant cette idée d'un ultra-nationalisme musulman n'a existé que depuis récemment. Si nous continuons à poursuivre les explications pour un conflit aussi sanglant qui persiste d'ailleurs aujourd'hui, il faut absolument analyser ce qui s'est passé avant et au fur et à mesure que les symptômes des maux algériens sont devenus évidents. La guerre en Algérie n'était donc pas le seul conflit décolonisateur que le monde ait connu, bien-entendu. L'Algérie n'était pas non plus un cas unique en ce sens que divers facteurs et des conditions existant dans d'autres pays pouvaient expliquer l'évolution d'une poussée musulmane globale dont le mouvement en Algérie fait partie.

A. RETROSPECTIVE DES IDÉES ISLAMISTES

Il faut nous rappeler que dans les pays d'Occident les événements qui servaient à sculpter "la société moderne" se produisaient différemment que dans le monde Arabe. Un aspect important de ce fait est dû à la modernisation et la sécularisation qui se sont simultanément développés alors que dans le monde arabe, jusqu'au XVIIIème siècle, la religion dominait la société (Ghalioun 15). En charge de l'institution religieuse, "les *ulama* contrôlaient le culte, l'enseignement, l'éducation et la jursiprudence" (15). Face à une concurrence économique, militaire et politique des Européens, les autorités en dehors de la religion sont intervenues avant même d'avoir obtenu la bénédiction des *ulama*, commençant ainsi la démarche moderniste des Musulmans.

B. LES ÉVÉNEMENTS CLÉS

Généralement nous pensons à la violence et à la rigueur sociétale du monde arabe à travers son développement. Il faudrait remarquer à ce stade que le monde arabe s'efforçait de faire évoluer ses institutions tout comme le monde occidental. Ce qui différencie le monde arabe de celui de l'Europe est le parcours pris par chacun-- autrement dit, la façon dont les pays arabes tentaient de remodeler leur système était celle qui a mis en oeuvre les principes pour faciliter l'expansion d'une forte économie tout en respectant les exigences du Coran--celui-ci marque profondément la différence entre les deux évolutions.

Pendant le règne de Selîm III (1789-1807), un des plus grands empereurs de l'Empire Ottoman de l'époque, les réformes inspirées du modèle occidental ont été entamées dans tous les domaines: État, juridiction, administration, finances, économie. Les mêmes réformes ont lieu en Égypte. Dès 1805, le gouverneur Mohammed Ali a réussi, avec l'aide des experts européens, "à moderniser l'armée, développer l'agriculture d'exportation, créer un système d'impôts et des projets d'industrialisation très ambitieux" (16).

Nul système n'a autant réussi à introduire les réformes que celui de l'Iran de la même époque. Intellectuel et homme d'État, Mirza Malkum Khan a complété des réformes car, d'après lui, "l'islam non seulement admet ces réformes mais il les exige" (16). Dans le même esprit, Mirza Yusuf Khan, un conseiller d'État, s'est efforcé de démontrer que les vœux de Mohammed à travers le *Hadith* et par les citations du Coran, la législation islamique (la charia) est compatible avec celle du monde

occidental.

Sauf dans certains cas comme en Iran, les réformes demeuraient relativement laïque. Autrement dit, plusieurs nations dont les chefs pronaient ouvertement les principes du Coran, effectuaient les changements sociaux, politiques, et militaires pour bien combattre l'essor de l'Occident. En dépit de la résistance de certains conservateurs qui ont jugé qu'une innovation quelconque représentait une attaque directe aux textes sacrés, les réformistes ou bien les modernistes ont vu le retour à la pureté de l'islam comme le seul moyen de régénérer la religion et la société. C'était un indo-musulman, Karamat Ali Dajwani, qui a propagé l'idée que le Coran était à l'origine des découvertes scientifiques modernes (18).

Ainsi naît l'idéologie de réforme musulmane (islah) "autour de laquelle l'élite sociale et politique disloquée va se reconstituer et de nouveaux pouvoirs s'organiser" (17). De plus en plus, l'idéologie islamique tournait vers le principe d'interprétation individuelle car le réformisme affirmait la primauté de la raison des sources religieuses en faisant donc des œuvres très puissantes. En travaillant "pour l'adaptation de la pensée classique aux valeurs et développements scientifiques modernes, ce réformisme apparaît inséparable des bouleversements à venir de toutes les sociétés musulmanes" (19).

C. L'AVENEMENT DU NATIONALISME DANS LE MONDE ARABE

Synonyme de révolution, de lutte antiféodale et anticoloniale, le nationalisme semble alors le moyen le plus efficace de projeter les musulmans aux premiers rangs mondiaux. La révolution égyptienne de 1952, dirigée par Gamal Abdel Nasser, a

inauguré l'ère du nationalisme dans le monde arabe quand bien même elle n'incarnerait pas les idéaux d'un mouvement islamique complètement puriste.

L'Égypte, par exemple, est sans aucun doute une particularité parmi les nations arabes. Non que l'Égypte n'ait pas été vigilante dans sa poursuite afin de construire un modèle d'un nouvel ordre, mais elle l'a fait au détriment des vœux des islamistes. L'Islam politique égyptien s'est présenté en 1928 avec la création de l'Association des Frères musulmans (FM) par Hassan al-Banna. Mais, malgré leurs efforts pendant la révolution de 1952, Nasser est parvenu à détruire le FM non pas parce que leurs idées étaient trop opposées aux siennes, au contraire, elles en étaient trop proches. Il a donc condamné plusieurs activistes à l'emprisonnement tandis qu'il diffusait paradoxalement leurs idées et un fort rapprochement avec les nations pétrolières dans la Péninsule.

Le cas de l'Iran représente nettement un pôle opposé à ce qui s'est passé en Égypte. Alors que Nasser a atteint le but d'une nation féroce et nationaliste, "quasi" non-alignée et, en principe, laïque, la révolution iranienne a réussi à englober toutes les idées ordonnées par le Coran en créant un État théocratique. Faute d'une conception démocratique, les mécontentements de l'intelligentsia dont une forte idéologie léniniste faisait partie, prenaient leur essor surtout face à un Chah très répressif. Une fois que le Chah a été chassé du pays, Ruhollah Khomeyni, le Guide de la révolution, avec le soutien de son parti, le Hezbollah, a réussi à isoler le champ politique car à ce moment là, trois factions le comprenaient: le Hezbollah (Parti de Dieu, au sens littéral), les libéraux et les mouvements de gauche. Khomeyni exploitait

successivement la dissension entre les libéraux les les gauchistes afin d'assurer son hégémonie personnelle sur la scène politique.

L'installation de Khomeyni à la tête du pays n'a donc pas prouvé que la révolution a eu lieu pour créer une société plus juste. En fait, au cour des années quatre-vingt, le Hezbollah cherchait à renforcer le fait que c'était lui qui tenait les rênes du pouvoir en créant de telles institutions qui terrorisaient autant la population que celles sous le régime du Chah (la police secrète, la Savama, par exemple).

La fin de la guerre Iran-Irak et la mort de Khomeyni ont inauguré une nouvelle période dont le but était de promouvoir l'économie. Le président Rafsandajani a toutefois rencontré des limites structurelles, liées à "la non-démocratisation du pouvoir, mais aussi à une conjoncture spécifique: baisse du prix du pétrole, désagrégation de l'empire soviétique qui fait perdre à l'Iran sa position géostratégique, méfiance des puissances occidentales vis-à-vis d'un régime qui n'a pas entièrement rompu avec le radicalisme dans sa politique extérieure, mais aussi crise économique internationale, qui raréfie les capitaux pouvant être investis" (Khosrokhavar 118).

D. LE CAS ALGÉRIEN

Après avoir expliqué les événements essentiels concernant d'autres cas, ce qui s'est passé en Algérie était-ce vraiment uniquement en tant que mouvement islamiste? Sans doute les histoires égyptiennes et iraniennes influençainet-elles le cas algérien mais comme toujours, les Algériens ont suivi leur propre chemin politique nuancé. L'Algérie, à l'instar de la plupart des pays musulmans, a connu un courant réformiste "à la croisée du renouveau religieux, de la réforme morale et du nationalisme" (Ahnaf 21).

Incarné par l'Association des Oulémas, c'est d'abord un courant de pensée dont l'objectif est de "purifier la religion des superstitions et des fausses croyances qu'y ont introduites les ignorants, et de favoriser le retour aux sources coraniques et prophétiques" (21).

Au départ, cette association n'avait que l'intention d'enrichir la vie spirituelle et morale de tous les Algériens pour élever une vie "vers les plus hauts degrés du savoir et de la moralité dans le cadre d'or de sa religion et dans la voie de son prophète" (21). Elle a toutefois et paradoxalement renoncé à toute représentation politique. Il va de soi que cette position chez les Musulmans algériens changera violemment.

Comme il sera évident plus tard, l'Association des Oulémas sous la direction de leur chef Abdelhamid Ben Badis voulait tout d'abord être le gardien de la langue et de la culture arabe tout en nourrissant en secret les racines d'un pouvoir islamique. Il n'y avaient pas que les Oulémas qui ont entrepris une telle tâche de sensibilisation et de rassemblement de la population algérienne. A la même époque (1931), l'Étoile Nord-Africaine qui, plus tard sous les noms de PPA (Parti du Peuple algérien) et de MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques), était fidèle au choix d'un nationalisme algérien. Pendant la guerre, la détermination des anticolonialistes ne faisait que le confirmer. Sous le spectre d'une lutte ordonnée par Dieu, les combattants pour l'indépendance ont réussi à rassembler ceux qui demeuraient dans la marge en les dressant non seulement contre le démon colonisateur, mais aussi contre ses pratiques "croisées" et "impies" (23).

On ne trouvera nulle part aujourd'hui un islamiste qui constesterait les efforts et

les sacrifices faits pendant la guerre d'indépendance. De même, il ajoutera toutefois que le renvoi des Français du Mahgreb était du strictement au triomphe et à la primauté de l'Islam. Il n'est pas étonnant que chez plusieurs Algériens, les maîtres de l'Algérie indépendante aient été ceux qui "ont tourné cette victoire à leur propre profit, 'trahissant' ainsi le 'sang d'un million et demi de martyrs'" (23). Tout ceci ayant été constaté, l'enlisement d'un tel conflit commence à s'expliquer.

CHAPITRE III: L'ALGÉRIE: LE PARCOURS APRES DÉCOLONISATION

Il serait naïf de croire que la solution définitive s'est produite le lendemain de la guerre d'Algérie. Au contraire, la nation nouvellement-née avait dû soigner les cicatrices de la guerre mais aussi faire face à un avenir incertain. Le 3 juillet 1962, tout aurait dû être réglé: le pays est nouvellement indépendant, les derniers soldats français ont embarqué vers la Métropole, et tous les espoirs et les rêves d'un peuple fortement épuisé par une guerre atroce se sont posés sur les épaules de leurs chefs. Il n'empêche qu'au cours de trentes années suivantes, cette nouvelle nation a vécu des expériences servant à limiter la démarche vers une solution de paix réelle.

De la signature des Accords d'Évian à l'installation des militaires en tant que chefs du pays et à l'annulation des résultats législatives en 1992, l'enlisement politique de l'Algérie a pu faire douter certains du bien de l'indépendance. Quoi qu'il en soit, une fois indépendants, les Algériens ont voulu démontrer une véritable puissance et, qu'en tant que telle, ils pouvaient diriger les pays arabes non seulement dans le Maghreb mais dans le monde arabe entier. Il va de soi qu'en Algérie après l'indépendance, comme dans la majorité des pays nouvellement libres, s'en est suivie une évolution politique, sociale et militaire tout à fait à l'algérienne. Autrement dit, malgré ces bonnes intentions initiales d'un peuple complètement unifié, l'évolution de l'État algérien se dessinait dans un avenir flou voire violent.

A. L'ALGÉRIE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Sorti d'une guerre terriblement sanglante, le peuple algérien s'est mis à construire une nation neuve. Pendant l'été 1962, suite à la signature des Accords

d'Évian, l'arrivée puis l'installation du GPRA (le Gouvernement provisoire de la République algérienne), formé à Tunis en 1958 par le FLN a marqué un vrai début. Se présentant devant la foule à Alger le 3 juillet 1962, Ben Youssef Ben Khedda a assuré que "la volonté populaire constitue le barrage le plus solide contre la dictature militaire dont revent certains, contre le pouvoir personnel, contre les ambitieux, les aventuriers, les démagogues et les fascistes de tous poils" (Stora 9). Dans l'ivresse des célébrations du triomphe indépendantiste, personne n'a vraiment remarqué ce que disait Khedda. En revanche, cette allusion était très bien entendue chez Houari Boudmediene, chef de "l'armée des frontières." Deux camps se sont constitués au moment de l'indépendance. D'une part, le GPRA a rallié autour de lui les responsables des Wilayas (régions) II, III, IV, celles qui ouvrent sur la mer. D'autre part, l'état-major de Boudedienne pouvait compter les Wilaya I (Aurès), V (Oranie) et IV (Sahara). Quant aux anciens dirigeants pendant la guerre dont Ahmed Ben Bella et Ferhat Abbas (premier président du GPRA, ils ont décidé de défier le GPRA.

Pendant que la situation politique se clarifiait, la situation sociale subissait de lourds handicaps conséquents à la guerre mais aussi issus de l'héritage décolonisateur. Après une expérience très meurtrière et longue, des signes de dégradation venaient d'apparaître, dont le chômage, et l'apparition des bidonvilles. En dépit des efforts faits en faveur d'une industrialisation croissante, le pays demeurait, comme à la veille de l'indépendance un pays largement agricole. Le secteur industriel n'a guère représenté que 27% de la production globale (11). De plus, une fois que les Européens se sont enfuis de l'Algérie, un vide économique s'est présenté car tout au

long de la colonisation, les Européens, malgré ce qu'il ont pu symboliser en tant que represseurs, consommaient près de 60% des importations et 40% de la production locale (11).

Au niveau de la perte humaine, la guerre a dévasté le pays, ce qui a davantage détérioré le système économique. Cette perte a touché plusieurs domaines y compris "la mort de centaines de milliers d'Algériens, émigration, départ des neuf dixièmes de la population européenne (autrement dit de la plupart des chefs d'entreprise, des cadres, des techniciens, des fonctionnaires, des enseignants, des médecins..." (11) Bref, une forte proportion de rangs sociaux les plus importants a tout d'un coup disparu laissant ainsi une infrastructure fragilisée. Néanmoins, en dépit de l'effondrement général des institutions colonisatrices, les hommes politiques ont tenté d'identifier une priorité nationale: la liquidation de l'analphabétisme, le développement de la culture nationale arabo-islamique, le soutien à la médecine publique et la libération de la femme (13). La politique étrangère a été fondée sur le principe du non-alignement.

La révocation du colonel Boumediene en 1962 par le GPRA a déclenché une véritable crise, ce qui a mené à une lutte de pouvoir. Pendant cet été, les desseins de l'Algérie s'obscurissaient à cause des convoitises politiques de ceux qui voulaient contrôler le pays quitte à commettre d'atroces fratricides. Durant cette période, un certain nombre de "règlements de comptes" se sont poursuivis aboutissant à l'exécution de plusieurs 'Harkis,' ceux qui sont restés fidèles à l'Algérie française ainsi que l'enlèvement d'Européens. La situation s'effondrait d'autant plus que la guerre civile provoquait un exode accéléré ainsi qu'une paralysie économique.

B. L'ÉTAPE DE BEN BELLA

La guerre civile terminée, Ahmed Ben Bella est arrivé à la tête d'un nouveau gouvernement afin de "rattraper le retard accumulé pendant les cent trente ans de domination coloniale" (17). Tout en respectant une voie socialiste et un "nationalisme arabe" inspiré de Nasser de l'Égypte, le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire s'est efforcé de reconstruire et de revitaliser le pays en réalisant de vastes projets agraires, 'algerienisant' les cadres et renforçant une société socialiste. Pour le gouvernement de Ben Bella, "l'autogestion" est devenue "le thème clé pour transformer et mobiliser l'Algérie" (17). Bien que cette conception fût bien envisagée par le pouvoir, elle était plus efficace en tant que vision et non pas en tant que projet réel car le "pays n'y était préparé ni politiquement ni matériellement" (17).

Ayant des racines rurales, Ben Bella a opté pour la primauté des réformes et, paradoxalement, il s'est méfié, malgré son obédience socialiste, des syndicalistes et des citoyens sous prétexte qu'ils maintenaient une attitude revendicatrice. Mais, malgré sa vision de l'Algérie, ses réformes ne sont jamais arrivées à renforcer le vaste mouvement social dont il avait rêvé. En fait, ce programme n'a pas donné de résultats satisfaisants, ce qui a isolé Ben Bella de la réalité économique et a mené à la chute politique de son gouvernement.

Le 19 juin 1965, le colonel Boumediène a réalisé un coup d'État démontrant donc la puissance de l'organisation militaire. Que l'armée ait effectué ce coup d'État aussi rapidement était effrayant et pourtant il était attendu chez plusieurs Algériens les échecs sous Bella. D'après l'historien Mohammed Harbi: "le goût du changement

brusque et total, le refus de l'action politique patiente, la préférence de Ben Bella pour les voies irrégulières dans la conduite des affaires publiques, tous ces facteurs ont mené droit au coup d'État de Boumediene" (26). Ben Bella a vainement tenté de réduire l'influence du colonel mais plus la situation s'aggravait, plus il perdait le contrôle de la situation. Bella a été arrêté le 19 juin et a été mis en prison pour quinze jours sans que son arrestation ne provoquât de grandes manifestations populaires.

C. L'ÉTAPE DU COLONEL BOUMEDIENE: L'ÈRE MILITAIRE

L'arrivée du colonel Boumediene en tant que chef du pays a sûrement signalé le début d'une nouvelle époque. Souvent vu comme un jacobin algérien, Houari Boumediene avait une forte volonté de construire un État centralisateur et puissant. Il avait peu de considération pour le FLN, une organisation 'sans âme' tandis qu'il s'appuyait beaucoup sur l'armée afin de gouverner effectivement, sans opposition, ce qui explique la fréquence des morts des anciens dirigeants de la révolution.

Presque tout de suite après son ascension au pouvoir, il allait de soi que le colonel voulait un État fort sans équivalent sous prétexte de maintenir les principes de la révolution gagnés pendant la guerre civile. D'après lui, les événements tournaient mal: le pays "est au bord de l'abîme", et, depuis l'accession à l'indépendance, il se trouvait "livré aux intrigues et à l'affrontement des tendances et des clans." Il a logiquement dénoncé "le narcissisme politique", le "socialisme publicitaire" et a affirmé que "les options fondamentales sont irréversibles et les acquis de la révolution inaliénables" (Stora 28). Ce n'était que le commencement de sa consolidation du pouvoir.

Ce qui a facilité l'ascension rapide du Colonel était l'incapacité du pays de bien institutionaliser les acquis de la révolution. Autrement dit, les structures, jusqu'à ce moment-là sont largement restées les mêmes depuis l'indépendance. Il était vrai que les armées ont toujours représenté une véritable puissance mais, étant donné que le colonel est issu de cette organisation, il a eu peu de souci de les convaincre qu'il était le seul à faire sortir le pays de l'enlèvement.

Petit à petit, ces organisations révolutionnaires, qui se sont ingéniées à demeurer après l'indépendance, ont commencé à disparaître. Le clan d'Oujda, équipe d'officiers supérieurs dont les liens s'étaient noués en 1956 pendant la guerre et qui avait aidé le colonel à accéder au pouvoir, s'est désintégré dans les années soixante-dix. En décembre 1972, "Kaid Ahmed a été déchargé des fonctions de responsable du FLN. Ahmed Medeghri, ministre de l'Intérieur, meurt dans des circonstances mystérieuses en 1974, par 'suicide' selon la version officielle" (29). Un seul est resté en tant qu'officier de l'État, Abdelaziz Bouteflika, ce qui est significatif concernant la composition de l'élite du pouvoir puisque le Conseil de la révolution ne comprenait plus que 12 membres initiaux. De plus, cette prise de pouvoir par le colonel est d'autant plus révélatrice que l'autorité de l'État augmentait considérablement 'grâce au' colonel Boumediene avec l'appui de l'armée. Les vœux du colonel se sont manifestés en plusieurs étapes.

D. LA RÉORGANISATION ALGÉRIENNE SOUS BOUMEDIENE

Afin de réorganiser les institutions gouvernementales de l'Algérie ressemblant beaucoup à celles qui existaient pendant la colonisation, Boumediene a effectué

plusieurs réformes gouvernementales afin d'améliorer les conditions du pays mais, plus important, afin de renforcer son pouvoir personnel.

Une fois installé en tant que chef de l'État, il a commencé à entamer un encadrement de la société pour tout ce qui concerne les communes, wilayas, et entreprises. La charte communale du 18 janvier 1967 a conféré " aux assemblées populaires communales (APC, "conseil municipal"), élues à l'origine pour quatre ans au suffrage universel direct sur proposition du Parti, le soin de gérer les affaires de chaque commune" (30). En somme, ce programme a garanti l'assurance nationale pour le développement économique au niveau de la commune.

La charte de la wilaya (département) a créé une assemblée populaire de wilaya (APW) "élue pour cinq ans au suffrage universel direct sur proposition du Parti; elle est assistée d'un conseil exécutif placé sous l'autorité du wali (préfet), nommée par le gouvernement central et chargé d'exécuter les délibérations de l'assemblée" (30). Peu ou prou, le réforme des wiliaya ressemblait beaucoup à celui des communes au plan économique. La différence s'est dévoilée sur le plan de gestion: il a exercé une tutelle administrative et financière. Le wali, celui qui a géré le wilaya, a "apprécié, en particulier, la conformité des actes des organes locaux à 'la légalité révolutionnaire.' Il était à la fois 'gouverneur' et 'tuteur'" (31).

Pour conclure ses réformes à l'échelle de l'encadrement, Boumediene a mis en marche une gestion socialiste des entreprises. Malgré la composition organisationnelle d'une assemblée de travailleurs élue pour trois ans par le collectif de la totalité des travailleurs, le pouvoir primordial était celui de deux ou trois membres

comprenant le conseil de direction qui était directement responsable, bien-entendu, devant la Tutelle (l'État).

En ce qui concerne la consolidation du pouvoir, ces réformes ont bien restructuré non seulement les anciennes institutions colonisatrices afin d'aligner les nouvelles sur les idées du colonel tout en respectant la voie 'socialiste', mais aussi ont permis au colonel de chercher diverses orientations et différentes alliances. Tout dictateur qu'il ait été, Boumediene a profité de sa position en tant que 'pouvoir extrême' lui fournissant donc une latitude pour explorer ces alliances afin d'englober presque tous les secteurs de la société.

E. L'ABANDON DE LA QUESTION DE L'ISLAM

Au fil des années après le coup d'État Boumedien, il était évident que l'Algérie était en train de se débarrasser, sous l'oeil scrupuleux du dictateur, de ses racines colonisatrices tout en augmentant le pouvoir total de l'État de sorte que l'Algérie puisse bien se débrouiller parmi les puissances mondiales. Toutefois, certains idéaux révolutionnaires pour lesquels plusieurs indépendantistes se sont battus n'ont pas été pris en compte surtout au niveau de l'islamisation de l'Etat. Réaliser un État entièrement islamiste était le rêve total des Musulmans se battant pour l'indépendance des Français, ce qui n'était guère étonnant en vue du taux de mortalité pendant la guerre d'Algérie. Au mépris des réformes islamistes effectuées par le gouvernement à savoir l'augmentation du nombre de mosquées est passé de "2,200 en 1966 à 5,829 en 1980" (55) et l'établissement de l'Islam en tant que religion de l'Etat, la primauté de la religion, telle qu'elle était sous Boumediene, ne satisfaisait pas tout le monde. D'après

eux, l'État a semblé tolérer la "pluriconfessionnalité du dedans" : l'islam en Algérie, sunnite de rite malekite, a cohabité avec ceux de rite hanefite et ibadite" (55), ce qui veut dire, au fond, une différence de pratique. Ce que les Musulmans ont désapprouvé, c'était la forte articulation de la pratique de l'islam instituée par l'État.

Le mouvement islamiste s'est donc cantonné dans la clandestinité pendant les années soixante-dix et à force d'être persécutés par l'État, ils ont développé un fort refus au monopole religieux établi par le gouvernement. Ce qui explique la raison pour laquelle l'oeuvre *Le Mazdaqisme est à l'origine du socialisme* écrit par le chiek marocain Abdelatif Soltani au moyen duquel il critique véhément le socialisme et l'option socialiste de Boumediene. Ceci a beaucoup plu aux extrémistes et ceux qui étaient frustrés par le manque de débouchés et de filières arabisées. En gros, à défaut d'une solution réelle de la part du gouvernement, cette blessure à la fois politique et sociale s'est laissé dégrader, expliquant, en partie, la permanence du drame algérien.

F. LE VISAGE DU POUVOIR DANS LES ANNÉES 1980

Le colonel Boumediene est mort en 1978 terminant donc une ère très centralisatrice et militaire. De toute façon, Boumediene a fini par devenir populaire si l'on regarde la foule assistant à ses funérailles. Sur la recommandation de l'armée, le Colonel Bendjedid a été désigné à la succession de Boumediene par le FLN en tant que nouveau chef de l'État. Élu le sept février 1979 aux présidentielles, Bendjedid aura obtenu deux autres mandats de cinq ans et sera resté au pouvoir jusqu'en janvier 1992. Issu de la partie est du pays comme Boumediene, Bendjedid a réussi à évincer politiquement d'autres concurrents et pour exercer son pouvoir, il s'est appuyé "sur

plusieurs cercles concentriques: la Sécurité militaire, ses proches d'Annaba et de Constantine, les quartiers qu'il a très bien connu, son entourage familial, et le Bureau politique du FLN" (65). Plus libéral que Boumediene, Chadli voulait "la libéralisation économique, et entendait décrier le jeu politique algérien" (65). Mais, à l'égard de la situation religieuse, la position de Boumediene était maintenue.

Le décret du 9 février 1980 a bien délimité les responsabilités du ministre des Affaires religieuses afin "d'expliquer et de diffuser les principes socialistes contenues dans la justice sociale qui constitue l'un des éléments essentiels de l'islam" (76). L'État a assumé, comme responsabilité, le rôle de garant de l'islam mais seulement dans la mesure où l'islam était la religion du socialisme algérien, ce qui a beaucoup heurté ceux désirant une primauté totale de la religion islamique et non pas une religion de moindre importance. Néanmoins, l'islam était soumis aux principes gouvernementaux et ceci s'est confirmé dans la Charte nationale de 1986 dans laquelle une nouvelle référence idéologique s'est expliquée: "L'islam a apporté au monde une conception noble de la dignité humaine qui condamne le racisme, rejette le chauvinisme et l'exploitation de l'homme par l'homme; l'égalité qu'il prône s'hormonise et s'adapte avec chacun des siècles de l'histoire" (76).

Après tout, la volonté de l'État était de nationaliser et bien contrôler l'islam sans le modifier. A partir de ce moment là, l'Algérie a commencé à vivre les moments de difficultés entre groupes "islamistes" et "laïques".

Plutôt que de répondre correctement aux problèmes évidents, le gouvernement a cherché à renforcer son influence sur l'établissement religieux tout en élisant

lui-même les principaux chefs de l'église et les imams. Ce que le gouvernement ne pouvait pas contrôler était l'infiltration des 'imams libres' recrutés par l'État en raison d'un accroissement des mosquées. Très proche des milieux islamistes et comprenant plusieurs courants des idées, c'était ces 'imams libres' qui ont bien soutenu la mobilisation islamiste. Ils ont mené "une campagne pour la moralisation d'une société considérée comme impie. Ils ont trouvé une source d'encouragement pour la diffusion de leur idéologie à travers le débat sur 'le code du statut personnel et de la famille'" (77). Ceci a servi aussi à aliéner la question féminine car, pour plusieurs Musulmanes, beaucoup d'entre elles se sont également battues pour l'indépendance, ces idées de l'extrême droite étaient en conflit direct avec le principe d'égalité devant la loi et représentaient une régression considérable par rapport à ce qui avait été atteint dans les rapports entre les sexes depuis la révolution. Les islamistes "en ont profité, de leur côté, pour revendiquer l'application intégrale de la Charia (la législation islamique)" (77).

Petit à petit, l'État algérien était moins efficace contre cette voie islamiste. De plus, jusqu'alors il n'y avait qu'un seul parti politique, le FLN. En octobre 1988, cet unipartisme s'est effondré avec l'éclatement des manifestations puis de graves émeutes qui ont carrément paralysé le pays pendant une semaine. Le bilan était effrayant: au bout d'une semaine, il y a eu 500 morts dans le pays entier (dont 250 à 300 à Alger) et des milliers d'arrestations ont été effectuées.

Le choc d'octobre a ébranlé non seulement les fondations du pays mais aussi il a fait baisser un masque d'un unipartisme corrompu et rigide. A cet égard, les

activistes islamistes "ont montré leur importance dans la mobilisation populaire, et le charisme de certains de leurs dirigeants" (81). A la suite du drame, de nombreux Algériens ne faisant nécessairement pas partie du côté extrême se rendaient compte de la corruption de l'établissement que les promesses démocratiques ne représentaient plus qu'un mirage politique. "Les revendications ont porté sur la nécessité de réformes profondes du système politique, à la fin du parti unique, la garantie des liberté démocratiques" (81). Au fond, ceci a instauré une nouvelle époque au moyen duquel, l'idée du multipartisme est apparu avec l'avènement d'un référendum constitutionnel ordonné par le Président Bendjedid.

G. UN NOUVEAU DÉPART POLITIQUE

A la suite des grèves passionnants en octobre 1988, le président Chadli Bendjedid a entamé un projet de réformes visant d'abord le mécontentement général dans le pays; Au fond, il a remis en cause le fait que l'État monopolisait jusqu'alors toutes les activités concernant la nation. Ce projet a été fondé à la base de trois principes: séparation de l'État et du FLN, liberté de candidature aux élections municipales et législatives et indépendance des organisations de masses. Ceci étant dit, on constate que ces réformes ont profondément marqué un nouveau départ pour le pays qui ne connaissait auparavant qu'un État monopoliste. Maintenant que le président Bendjedid a accepté "de bon coeur" de faire ouvrir le système politique au multipartisme, un vrai défi politique pour le pays au niveau de la culture politique algérienne.

Il n'empêche que les réformes n'ont représenté plus ou moins qu'un moyen par lequel le gouvernement pouvait peser sur la population. Bien que le peuple ait accepté

de bon gré au départ, on s'est tout de suite rendu compte que le régime n'avait aucune intention de respecter les réformes entamées par le président. Le sixième Congrès du FLN (27-28 novembre 1988) a avalisé les réformes, en particulier la séparation du Parti et de l'État. Pourtant cela ne l'a pas empêché de désigner Chadli Bendjedid comme candidat unique à l'élection présidentielle. Le 22 décembre 1988, Chadli Bendjedid a été réélu président. Ce que le gouvernement ne pouvait pas renverser était la voie au multipartisme même s'il n'avait pas réellement l'intention d'honorer ce qu'il avait promis.

H. LA POUSSÉE DE L'ISLAMISME EXTREME

A partir du moment où le président Bendjedid a articulé son intention de "libéraliser" le système politique, le pays était en quelque sorte bousculé même entre les membres du FLN. Il se sont affrontés afin de déterminer qu'on libéralise ou qu'on verrouille le système politique existant (82). Par ailleurs, l'armée qui avait participé vivement à la répression d'octobre 1988 est sortie affaiblie représentant donc une force moins fiable. De plus le référendum constitutionnel a réussi d'une manière accablante (73,4% de "oui") (82). Ne mentionnant ni le socialisme ni le FLN, la nouvelle constitution a été publiée dans la presse algérienne, décrivant surtout dans l'article 40 le projet de loi ouvrant la voie au multipartisme. Les partis ont enfin vu le jour.

Le rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), créé par Said Sadi le 9 février 1989 a été le premier à être légalisé. Le RCD "a posé le principe de la séparation entre les champs religieux et la société, tout en reconnaissant la dimension musulmane de l'Algérie" (83). A l'opposé et le plus important a été le Front islamique

du salut (FIS), sous contrôle d'Abbasi Madani et Ali Benhadj, qui a prôné, bien-entendu, la nécessité d'un État complètement islamique, sans la moindre exception.

Une fois que les chefs de la militaire ont été déchargés par le gouvernement du sein du FLN, peu à peu, d'anciens opposant au FLN, habitant en exil à ce moment-là ont commencé à regagner leur pays natal afin de soutenir les nouveaux mouvements affrontant à nouveau le "monopolisme" de l'État. En 1989 et 1990, quarante-quatre partis ont vu le jour, dont bon nombre ont dû participer aux élections législatives prévues à la fin du mois de juin 1991 (83). Sous une forme légale, la culture politique s'est diversifiée au niveau de nombreux mouvements qui sont nés à ce moment. Que ce soit une ligue pour les Musulmanes ou un mouvement strictement pour la promotion culturelle, une nouvelle sphère politique s'est formée pour exprimer ce qui avait été étouffé auparavant.

Par ailleurs, suite à plusieurs événements voire aux échecs dans le monde arabe à savoir la guerre Iran-Irak et les défaites contre Israël, l'islamisme politique a surgit comme remplacement logique, remplissant un vide laissé par l'idée d'un monde panarabe très moderne. Selon ceux très dévoués à l'islame, la modernité était la racine de la crise. Les populations ont ressenti "comme une injustice le fossé qui s'est creusé encore entre gouvernants et gouvernés, entre très riches et très pauvres, entre "Nord" et "Sud" (87). Ceci explique en grande majorité pourquoi le FIS, en tant que parti unique prônant le retour à l'islam et le rejet de tout ce qui était pro-moderniste, a gagné la popularité de la nation.

Le 12 juin 1990, aux élections municipales et régionales, le FIS a sans aucun

doute remporté aux dépens du FLN; il n'a gagné que 19% des voix alors que le FIS a remporté 54,3% et 33,7% respectivement (88). Le pouvoir s'est trompé en pensant que les réformes sociales et économiques pourraient satisfaire les besoins religieux tellement profonds. En gros, les islamistes ont voulu rejeter la démocratie car, pour eux, cela a suscité en permanence le souvenir colonisateur très douloureux si bien que chaque pas vers une démocratisation était comme si le gouvernement voulait reculer. Comme le disait Henri Sanson, "avoir l'islam comme norme transcendante ou encore comme principe d'appartenance, de référence, de justification, de finalité d'une part, et de l'autre, la laïcité comme norme pratique ou encore comme principe d'action avec tout ce que ceci comporte d'appels à l'indépendance, à la liberté, à la raison, à la conscience" (89). Tout ceci explique clairement le raz-de-marée aux élections de 1990 du FIS qui n'était pas un simple vote contre l'établissement, mais plutôt un appel à une nouvelle fracture avec l'État actuel. Ils ont réactivé "une mémoire politique selon un processus déjà mis en oeuvre dans ce temps colonial: rupture avec un État considéré comme impie ou antireligieux; rupture avec un islam officiel institutionnel (qui à l'époque s'accommodait de la présence française) (92). Ce que le FLN a oublié, le FIS l'a gardé à l'esprit: le besoin d'un "peuple un" autrement dit une "unité de la nation tout en respectant une foi indissociable et inaliénable de l'esprit de la nation. D'après eux, le FLN s'est ébranlé à force d'être sous l'influence de plusieurs factions au sein de l'organisation à savoir les arabes socialistes et les nassariens. Les militants du FIS se sont posés ainsi en véritable héritiers d'un FLN débarrassé de toute idéologie externe (93).

I. LA GUERRE DU GOLFE

Comme si elle était une prémonition, la guerre du golfe a eu des effets profondes sur le Maghreb. Vus comme les envahisseurs de l'Ouest visant à protéger leur intérêts essentiels, les soldats américains se sont tout de suite installés dans l'Arabie Saoudite afin de se battre contre les forces agressives de Saddam Hussein lors de son invasion du Koweït. "La guerre américaine" n'a pas suscité qu'une condamnation dans certains pays du Moyen Orient, plusieurs Musulmans de l'Algérie ont accusé non seulement les États-Unis comme ayant été une menace diabolique mais aussi ont cité le désarroi total du monde panarabe, ce qui a, au fond, enlisé au drame en Koweït. Ceci étant dit, "le retour en force de la tradition du populisme révolutionnaire, d'un mouvement d'unanimité sans possible différenciation des points de vue" (94) était d'autant plus plausible. Bien que la guerre du Golfe se soit terminée très vite, il était facile pour les islamistes de diaboliser la démocratie comme étant un principe venant de l'Ouest et non pas une idée universelle car, après tout, c'était les "démocraties" de l'Ouest qui étaient les faux frères à qui on ne pouvait jamais faire confiance.

J. UN FEU CROISÉ POLITIQUE

Au bout du compte, l'établissement politique y compris le gouvernement, les militaires et les élites se trouvaient hors d'état d'arrêter même ralentir la vague populiste favorisant alors un régime solidement islamiste. Après une période de grève due au fait que le FIS ne se contentait pas du mode de scrutin prévu pour les élections, les principaux dirigeants du FIS ont été arrêtés par l'armée toujours fidèle à l'État.

Quoi qu'il en soit, le premier tour des élections s'est tenu le 26 décembre 1991. Les islamistes ont enlevé 188 sièges dès ce premier tour, laissant loin derrière le FLN avec 18 sièges. Même avant que le second tour ne puisse avoir lieu, l'armée a démissionné le président Chadli l'accusant d'avoir cohabité avec le FIS, le 11 janvier 1992. Un "Haut Comité d'État" a été formé le lendemain. Il a instauré "l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire algérien et a fait appel à Mohamed Boudiaf, un des chefs historiques du FLN, exilé depuis vingt-huit ans au Maroc" (95). Désirant une société solide et juste, il a obtenu l'interdiction du FIS comme faisant partie de son projet de réforme. Il a tout de même fini sa carrière en tant que chef d'État assassiné le 29 juin 1992 marquant le premier assassinat d'un chef d'État d'une Algérie indépendante. D'autres drames ont suivi après l'assassinat y compris un attentat à la bombe dans l'aérogare d'Alger. Tout ceci a beaucoup effrayé voire choqué la population civile car pour la première fois depuis l'indépendance, les actes terroristes étaient aveuglement effectués contre non seulement les élites du pays, mais aussi contre la population civile, quelle qu'elle soit. Entre l'instauration de l'état d'urgence en février 1992 et la fin de l'année 1993, le bilan s'est soldé par "quelque 3,000 morts, et plus de 12,000 personnes avaient fait l'objet d'internement dans des camps ou des prison" (99).

K. L'ARRIVÉE DU GÉNÉRAL LIAMINE ZÉROUAL

Reste aux militaires à monter aux créneaux. L'État-major a décidé que Lamine Zéroual rentrait en fonctions afin d'assumer les responsabilités du gouvernement pour une période transitoire de trois ans (Dévoluy 354). Quasiment inconnu, tout le monde s'est interrogé sur le fait que Zéroual ait été "éradicateur" ou "dialoguiste." Peu à peu,

il a commencé à se dévoiler à l'égard de sa politique et de ses dessins pour le pays. Comme le disait Boudiaf avant lui, Zéroual a parlé d'une nécessité de moraliser la vie publique. Il a reconnu "la perte de confiance dans un pouvoir dont le discours est en complète contradiction avec la pratique sur le terrain" et s'est fait l'avocat d'une "rupture effective avec les comportements et les méthodes de gestion passés" (355). Il était clair que la présidence de Zéroual a distinctivement marqué une rupture politique officielle vis-à-vis du FIS. Néanmoins, il a passionnément voulu que le fossé soit creusé entre les politiques et les combattants tout en gardant la paix. En dépit du refus total de la part du FIS, Zéroual a lentement ouvert les dialogues avec les extrémistes, au moins ceux qui ont écouté. Malheureusement, le terrorisme n'a fait que s'amplifier et s'étendre montrant donc l'impuissance réelle du gouvernement. Après trois années de conflit, même l'armée ne pouvait rien faire, ne parvenant pas à "éradiquer le terrorisme, à en finissant avec les processus de lutte armée" (Stora 102). La seule solution que l'Algérie ait pu mettre en oeuvre se trouvait sur le plan politique.

L. LES ACCORDS DE ROME: UNE ÉTINCELLE D'ESPOIR?

Rassemblés à Rome le 13 janvier 1995, les partis et associations (y compris le FLN, le FIS, le FFS, Ennahda, MDA et Ligue des droits de l'Homme) représentant à peu près 80% des Algériens ont essayé de mieux s'entendre. De plus, à force d'être angoissés et terrorisés, les dirigeants voulaient au moins esquisser une résolution avec laquelle ils pourraient mettre fin à cette terrible crise, creusant le fossé d'un passé très meurtrier.

Parvenant à une plate-forme, les principes avec lesquels ils se sont mis

d'accord sont:

- **Les valeurs et les principes:** en gros, les dirigeants se sont mis d'accord sur la promotion constante des droits de l'homme et des principes fondamentaux d'une démocratie légitime et juste (Cahier du Moyen Orient 10).

- **Mesures devant précéder les négociations:** avant de continuer, le FIS a exigé l'ouverture de champ politique au moyen duquel il serait assuré de ne plus être persécuté par le gouvernement (10).

- **Rétablissement de la paix:** la volonté des citoyens au retour de la paix civile

- **Le retour à légalité constitutionnelle:** les partis se sont mis d'accord sur le respect de la Constitution du 23 février 1989.

- **Le retour à la souveraineté populaire:** les dirigeants se sont évertués à aboutir aux élections libres et pluralistes ainsi qu'une liberté d'information et un respect de ce qu'a choisi le peuple (11).

Tout ceci étant dit, quelle que soit la beauté des propositions, le bilan de Rome ne s'est pas bien soldé. Autrement dit, les hostilités extrêmes existent de nos jours. Même après l'élection légitime de Zérroual aux présidentielles en novembre 1995, les douleurs politiques et sociales persistent au Maghreb. De plus, la vague de violence s'est même répandue dans la Métropole si bien que sept Français ont été tués dans la station RER, Saint Michel en juillet 1995. Le Groupe islamique armé ou GIA a ardemment montré la détermination de faire pression sur la France afin qu'elle rejette tout contact avec le pouvoir algérien, autrement dit le gouvernement Zérroual. "Dans la langage du 'Djihad' (la guerre sanglante), la pression qu'a emporté le GIA signifie la

lutte terroriste contre la France (Le Figaro 2). La continuation de la violence non seulement en Algérie mais aussi en France laisse se poser sur la question de l'avenir de cette crise sanglante.

LA CONCLUSION: OU AMENE LE SENTIER?

Tandis que tant de contradictions et de fausses-espérances se relevent au sujet de l'avenir de l'Algérie. Au bout du compte, on se rend compte que le drame se déroulant en Algérie ne va pas facilement ou nettement se résoudre car cela inclut plusieurs dimensions dont les sous-dimensions sont extrêmement compliquées et fragiles dans le sens politique et social. Il n'empêche que retrouver le passé à travers le présent, préciser le vrai début de cette crise tout au long des années depuis l'indépendance et identifier les provocations actuelles par rapport aux islamistes et leur motivations servent en petite partie à ébaucher une histoire longue et sanglante.

La guerre d'Algérie demeure, même de nos jours, douloureuse étant donné le bilan effrayant après que le conflit s'est terminé. En gros, la guerre malgré les pertes importantes servait à inspirer voire à enrager une population qui s'était mise auparavant d'accord à sur la colonisation. De plus, les ruines du pays ont produit les racines d'un islamisme pur et dévoué, un lézard social menaçant alors l'établissement algérien et, parfois, jusqu'au bout du cahos politique. A travers la guerre d'indépendance, les jeux sont faits, ce qui aurait pu prévenir les événements douloureux dans le Maghreb.

Depuis les émeutes de 1988 qui ont provoqué un effondrement du système politique mis en place en 1962, les thèmes de la "modernité" et de la "crise" ont été au coeur des débats actuels concernant le pays (Stora 100). Les Algériens avaient été conscients de tous les essais de la part des gouvernements militaires de mettre en place un système au moyen duquel l'Algérie pourrait prospérer en tant que puissance

non-alignée et mondiale tout en respectant l'Islam. Mais rester fidèle à cette thèse ne suscite que de la violence et de graves ennuis. Il est tout de même trop difficile de blâmer tout ce qui s'est passé en Algérie sur la 'surmodernité'. "L'installation dans une crise durable et l'entrée difficile dans une modernité économique et politique s'incrinvent dans le long terme, et ne peuvent être prouvées qu'*a posteriori*" (100). Toutes lentes qu'elles soient, les tendances historiques expliquent efficacement l'actualité en Algérie car les différentes crises ne sont pas unique l'une par rapport l'autre. Au contraire, le tourbillon algérien tournait depuis longtemps tout en accroissant sa puissance le long d'un chemin très dur, piégé par les complications qui servent à dégrader la situation. "Porter des appréciations sur la capacité qu'à ce pays à devenir une nation homogène, restant fidèle à ses traditions arabo-musulmanes tout en effectuant une marche vers plus de démocratie" (101) au vu de son passé qui est à la rigueur possible mais très peu probable.

A partir de 1993, les extrémistes se sont remis à nouveau. Des forêts ont brûlé dans l'Aurès. Un couvre-feu a été mis en place à Alger. Le 'terrorisme' et la 'torture' ont fait leur réapparition dans le vocabulaire quotidien. Plus récemment, les attentats ont été effectués non seulement en Algérie mais aussi en France. Les islamistes ont pris en otages les prêtres français d'une abbaye dans le Maghreb afin de perpétuer la lutte divine. Tout ceci étant dit, on s'interroge sur la possibilité d'une autre guerre d'Algérie. Est-ce possible? Il faut reconnaître de toute façon que l'Algérie d'hier est fortement différente de celle d'aujourd'hui.

Le pays, "aujourd'hui, est très urbanisé; les campagnes ne jouent plus le même

rôle; plus de 60% de la population a moins de 30 ans; le taux de scolarisation est très élevé" (101). Les différences continuent. Pourtant, bien que les acteurs soient changés depuis l'indépendance (il n'y a ni le système colonial, ni les pied-noirs), les extrémistes abordant le thème d'un islamisme total et luttant à tout prix afin d'achever ce dessein ont adopté les thèmes du passé de la guerre d'Algérie, ce qui n'a réellement rien à voir avec le présent hormis certaines exceptions.

Faire face à l'avenir, pour l'Algérie, sera terriblement difficile d'autant plus qu'elle n'arrive pas à soigner les maladies sociales dont elle souffre toujours. Le passé récent, c'est-à-dire les trente dernières années, est révélateur et il sert de boussole politique et sociale concernant l'origine du pays, mais cela n'est forcément un prétexte pour dire que l'Algérie va perpétuellement s'enliser dans le chaos. Ce qu'il faut aux Algériens est de s'adresser aux oublies de l'indépendance qui ont forgé dans la mémoire algérienne certains mythes qui n'aident qu'à nourrir l'ignorance et l'intolérance parmi les extrémistes. "Ce trop-plein d'une mémoire falsifiée apparaît comme un obstacle à une véritable réappropriation du passé, la construction d'un nationalisme à base d'esprit républicain et d'islam tolérant" (103). Les défis se présenteront et c'est à l'Algérie seule d'y faire face afin de se faire sortir d'un drame et de garantir un avenir prospère et harmonieux.

LA TABLE DES MATIERES

L'introduction: L'Algérie: Une question sans réponse?.....	1
Chapitre I.....	3
A. Introduction.....	3
B. Le Maghreb: Un clin d'oeil avant la colonisation permanente.....	3
C. La Structure avantageuse du Territoire.....	4
D. Le Développement d'une Haine algérienne.....	5
E. La Démarche incontournable des Nationalistes.....	8
F. L'Éclatement de la Guerre.....	10
G. Le Cahos s'éternisant.....	11
H. Le Retour du Général de Gaulle.....	14
I. Les Négociations et l'Indépendance.....	16
Chapitre II: L'Islamisme dans le Monde algérien.....	18
A. Un Rétrospective des Idées islamistes.....	18
B. Les Événements clés.....	19
C. L'Avènement du Nationalisme dans le Monde arabe.....	20
D. Le Cas algérien.....	22
Chapitre III: L'Algérie: Le Parcours après la Décolonisation.....	25
A. L'Algérie: Le lendemain de la Guerre.....	26
B. L'Étape de Ben Bella.....	28
C. L'Étape du Colonel Boumediene: L'Ere militaire.....	29
D. La Réorganisation algérienne sous Boumediene.....	31

	49
E. L'Abandon de la Question de l'Islam.....	32
F. Le Visage du Pouvoir dans les Années 1980.....	34
G. Un nouveau Départ politique.....	37
H. La Poussée de l'Islamisme extrême.....	38
J. Un Feu croisé politique.....	41
K. L'Arrivée du Général Liamine Zéroual.....	42
L. Les Accords de Rome: Une Étincelle d'Espoir?.....	43
La Conclusion: Où amène le Sentier?.....	45
La Bibliographie.....	50
Les Oeuvres citées.....	50
Les Oeuvres consultées.....	51

LA BIBLIOGRAPHIE

Les Oeuvres Citées

- Batty, Peter. La Guerre en Algérie. Un film, 1984.
- Cordellier, Serge, ed.. L'Islamisme. Paris: Éditions La Découverte, 1994.
- Dévouluy, Pierre. La Poudrière Algérienne. Paris: Calmann-Lévy, 1994.
- Duby, Georges. Histoire de la France de 1348 à 1852. Paris: Larousse, 1987.
- Lacoste, Yves. "Les causes spécifiques du drame algérien," Hérodote. avril-juin 1995: 3-28.
- Leveau, Rémy, ed. L'Algérie dans la Guerre. Paris: Éditions Complexes, 1995.
- Sfeir, Antoine, ed., "La Plate-forme de Rome," Cahiers de l'Orient, premier trimestre 1995: 9-14.
- Sirinelli, Jean-François. La France de 1914 à nos jours. Paris: Presses Universitaires de France, 1993.
- Stora, Benjamin. Histoire de la Guerre d'Algérie (1954-1962). Paris: Éditions La Découverte, 1993.
- Stora, Benjamin. Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance. Paris: Éditions la Découverte, 1994.
- Stora, Benjamin. L'Algérie en 1995. Paris: Éditions Michalon, 1995.
- Yacono, Xavier. De Gaulle et le FLN: 1958-1962, l'échec d'une politique et ses prolongements. Versailles: Éditions de l'Atlanthrope, 1989.

Les Oeuvres Consultées

- Al-Alnaf, M., ed.. L'Algérie par ses islamistes. Paris: Éditions Karthala, 1991.
- Benoît, Bertrand. Le Syndrome Algérien. Paris: Éditions l'Harmattan, 1995.
- Bonanate, Luigi. Le Terrorisme International. Paris: Casterman, 1994.
- Ferrieres, André, "Les menaces islamistes sur la France," Quotidien de Paris. Le 14 août 1995.
- Ficatie, Julia, "La France piégée par ses relations avec Alger," Le Figaro. Le 9 septembre 1995.
- Fleury, Georges. La Guerre en Algérie. Paris: PLON, 1993.
- Hélie, Jérôme. Les Accords d'Évian. Paris: Olivier Orban, 1992.
- Hidouci, Ghazi. "l'Algérie peut-elle sortir de la crise?" Monde Arabe, juillet-septembre 1995: 26-35.
- Lewis, Bernard. Le Langage politique de l'Islam. Paris: Éditions Gallimard, 1988.
- Lugan, Bernard. Afrique, bilan de la décolonisation. Paris: Perrin, 1993.
- Miquel, Pierre. La Guerre d'Algérie. Paris: Fayard, 1993.
- Mongiu, "Quelle Politique pour l'Algérie," L'Esprit. octobre 1995: 55-74.
- Rioux, Jean-Pierre. La France de la Quatrième République. Paris: Éditions du Seuil, 1983.
- Stora, Benjamin. Les Sources du Nationalisme Algérien. Paris: Éditions l'Harmattan, 1989.